

Organisateur de l'activité

- **Nom**
Versini
- **Prénom**
Claire
- **Adresse**
Institut Jacques Delors, 18 rue de Londres, 75009 Paris
- **Raison sociale**
Association Loi 1901

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
Que peut l'Europe pour l'éducation et que peut l'éducation pour l'Europe
- **Description de l'activité**
Dans le cadre des consultations citoyennes lancées en France et en Europe pour permettre aux citoyens de débattre de l'Europe d'aujourd'hui et de demain, de leurs attentes et propositions vis-à-vis de cette dernière ; mais aussi du projet européen de l'établissement Sainte-Marie de Neuilly en 2018-2019 ; l'Institut Jacques Delors et Sainte-Marie de Neuilly ont organisé le 31 août 2018 une consultation citoyenne avec l'ensemble du personnel de l'établissement. C'est au travers d'échanges interactifs et d'ateliers participatifs que les participants ont été amenés à partager leur vision de l'Union européenne, ses liens avec leur quotidien en tant que personnels d'un établissement d'enseignement, mais aussi en tant que citoyens européens et citoyennes européennes, et leurs propositions pour l'avenir de la construction européenne. Après une présentation du processus des consultations citoyennes, les participants ont été répartis en quatre ateliers thématiques différents – « Education », « Mobilité et social », « Energie » et « Démocratie et institutions ».
- **Date et heure**
31 août 2018 - 09:00 > 11:00

- **Lieu**
Lycée Sainte Marie de Neuilly, 24-29 Boulevard Victor Hugo, 92200 Neuilly-sur-Seine
- **Nombre de participants**
100
- **Catégories de publics présents**
Personnels de l'établissement: enseignants, personnel administratif, personnel médical, personnel d'encadrement
- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
Sofia Fernandes, Thomas Pellerin-Carlin, Pierre Quénéhen, Claire Versini

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**
Education
Mobilité
Apprentissage des langues
Formation des professeurs
Transition énergétique
Institutions européennes
Europe sociale
Valeurs de l'UE
- **Questions / attentes / problèmes soulevés**
Après une présentation du processus des consultations citoyennes, les participants ont été répartis en quatre ateliers thématiques différents – « Education », « Mobilité et social », « Energie » et « Démocratie et institutions ». Voici les enjeux qui en sont ressortis:

Atelier « Education »
- L'enjeu de l'information: manque de connaissance des initiatives européennes existantes en matière d'éducation (programmes d'échange, de formation, etc.), nécessité d'un investissement personnel important pour les découvrir, et plus encore pour en bénéficier par la suite ; manque d'information quant aux résultats de ces initiatives, ce à quoi elles servent, si elles ont fonctionné, d'échanges de bonnes pratiques, etc.
- Le second enjeu soulevé a été celui de la formation des professeurs dont l'apprentissage des langues et la sensibilisation et la participation aux programmes de

mobilité sont jugés insuffisants. Des outils et ressources existent, listant les programmes, permettant aux enseignants européens de partager des projets, d'entrer en contact avec d'autres classes, de développer des programmes conjoints, etc. mais peu d'enseignants les connaissent ou les utilisent. Il y a donc une nécessité, via les politiques européennes, d'améliorer le système d'information et de sensibilisation aux programmes européens de mobilité afin que les enseignants puissent (1) y prendre part, (2) améliorer leurs compétences linguistiques et (3) former et informer, à leur tour, des collègues et des élèves en s'étant approprié ces opportunités.

- L'enjeu de l'apprentissage des langues et de l'accessibilité des programmes de mobilité pour tous les jeunes: Actuellement, d'importantes inégalités persistent, freinant la mobilité d'une grande partie des élèves ou apprentis. Les participants ont notamment mentionné le fait que le programme Erasmus pouvait demander un certain niveau de langue pour pouvoir postuler, un niveau devant être attesté par un certificat. Or, ces certificats sont la plupart du temps délivrés par des institutions privées (examen IELTS, TOEFL) après examen, dont les coûts d'inscription sont parfois très élevés.

- L'enjeu des valeurs : les personnels ont indiqué qu'ils apprécieraient qu'elles soient clarifiées puis enseignées et mises en pratique de la même manière dans tous les pays de l'UE.

Atelier « Mobilité et social »

- Les participants identifient un problème dans la reconnaissance des diplômes au sein de l'espace européen. Le système « LMD » est bien institué entre les universités européennes, mais aucun système équivalent n'existe pour les formations courtes (formations professionnelles comme les CAP), ce qui constitue un frein évident à la mobilité. Un problème équivalent existe dans les formations en médecine, les étudiants ne pouvant généralement pas profiter d'une expérience de mobilité dans le cadre de leurs études sauf à accepter de redoubler dans leur pays de formation initiale.

- Les enseignants se sont posé la question « comment pousser les jeunes à profiter de l'Europe ? ». En d'autres termes, comment leur apprendre à s'engager, qu'il s'agisse de la participation à un programme de mobilité comme de sa promotion par la suite.

- Le manque d'information sur les différents programmes d'aide à la mobilité existant en Europe et qui concernent aujourd'hui un public plus vaste que celui des étudiants en université. Ceci révèle un réel problème de communication au niveau européen.

- EURES : Espace européen d'éducation. Les enseignants doivent être des créateurs de cet espace. Il faut développer ce système.

Atelier « Energie »

- La première préoccupation des participants sur les politiques européennes en matière d'énergie a été la suivante : l'Europe impose-t-elle aux Etats membres d'augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique national ? L'UE a, en effet, imposé qu'au moins 20% du mix énergétique européen provienne des énergies renouvelables d'ici 2020, un objectif juridiquement contraignant. Les discussions suivant cette remarque ont ainsi pu permettre de soulever la question de la responsabilité européenne dans le traitement des déchets – anciens comme ceux générés par les énergies renouvelables (les batteries) – et rappeler les politiques européennes en faveur d'une réduction de la pollution de l'air (enjeu de santé public – on estime que, chaque année, en Europe, près de 400 000 personnes meurt prématurément du fait de la pollution de l'air).

Atelier « Démocratie et Institutions » :

Après quelques échanges généraux sur le fonctionnement institutionnel européen et le système démocratique – qui ont permis d'évoquer la problématique de la responsabilité politique des différentes institutions et de la représentation des citoyens au niveau européen – les participants se sont concentrés sur trois questions principales :

- Tout d'abord la question des valeurs. Les participants regrettent que le projet européen soit principalement économique et souhaiteraient qu'une dimension « humaine », plus inclusive, soit assumée et permette de concilier les enjeux économiques et humains au sein du projet européen et de vaincre les peurs nationales. Pour cela, les participants considèrent que les politiques européennes doivent miser sur l'éducation et la communication.
- L'efficacité du triangle institutionnel européen (Parlement, Commission et Conseil) a été questionnée. Pour les participants, le fonctionnement institutionnel actuel ne permet pas aux politiques européennes d'être conceptualisées et votées rapidement, du fait du trop grand nombre d'acteurs impliqués.
- Les participants ont relevé un manque de lisibilité de la représentation au niveau européen. Les citoyens des pays européens ne sont pas impliqués, comme on pourrait le souhaiter, dans les élections européennes, en témoignent les forts taux d'abstention.

• Pistes de proposition formulées

Voici les propositions qui ont été formulées par rapport aux enjeux évoqués ci-dessus:

- L'Europe devrait proposer un test final, dans toutes les langues, qui permettrait d'attester du niveau de langues et sur la base de critères similaires, d'un Etat membre à un autre.
- Clarifier les valeurs européennes qui doivent être enseignées et mises en pratique de la même manière dans tous les pays de l'UE.
- Il faudrait instituer une forme « d'obligation » à la mobilité qui pourrait prendre la forme, en reprenant l'exemple des médecins, d'une prise de poste dans un hôpital d'un autre Etat membre comme condition de validation du diplôme.
- Des « contreparties à la mobilité » devraient exister: Par exemple, les personnes bénéficiant des différentes opportunités de mobilité (stages, bénévolats, DiscoverEU) devraient s'engager à former, informer et sensibiliser les citoyens à ces programmes.
- Energie: la place des lobbys a été évoqué, certains souhaitant bloquer leur influence dans le processus décisionnel européen, d'autres espérant plus un « changement des pratiques ». Enfin, un consensus a été trouvé sur la nécessité de promouvoir une véritable politique européenne dans les domaines de la recherche et de l'innovation, de l'énergie et de l'industrie.
- Réaliser une « fusion » entre la Commission européenne et le Conseil européen, en une nouvelle institution réunissant fonctionnaires européens et représentants nationaux, qui proposeraient des projets de directives, soumis au Parlement européen. Une navette parlementaire devrait être clairement instituée.
- les élections nationales devraient être associées aux élections européennes. Au cours de cette « élection commune », les citoyens seraient appelés à voter pour leurs représentants nationaux et européens, ces derniers se présentant sur une liste commune. Les députés nationaux et européens agiraient ainsi conjointement, les poussant à bâtir des propositions communes, liant les enjeux nationaux ou enjeux européens et vice-versa.

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**

La consultation a suscité un véritable engouement et la participation a été plus qu'élevée. Quelques voix ont cependant évoqué leur scepticisme quant à l'utilité de ces consultations et à leur traduction en actes.